

L'Inde : où est le milieu ?



2007-02

par Kevin Conway

Les marchés du travail de l'Inde sont dépourvus de « milieu » et Dipak Mazumdar en connaît la raison. En réalité, ce milieu n'a jamais vraiment existé affirme le professeur de l'Université de Toronto.

La plupart des Indiens qui travaillent ailleurs que dans le secteur agricole tirent leurs moyens de subsistance du vaste secteur « traditionnel » ou informel, fait remarquer M. Mazumdar. Les personnes qui gagnent leur vie dans l'économie « moderne » du pays travaillent dans de petites entreprises comptant moins de six employés, ou dans de grands établissements d'au moins 300 travailleurs. Entre les deux, il existe un fossé béant.

Selon M. Mazumdar, l'absence de ce milieu dans le secteur moderne s'explique surtout par la faible création d'entreprises exigeantes en main-d'oeuvre – les moyennes entreprises qui font appel à une main-d'oeuvre moins qualifiée.

Le boom économique qui a débuté il y a 10 ans n'a pas vraiment procuré de réels emplois aux Indiens non qualifiés qui composent la majorité de la population active, a-t-il affirmé devant les délégués à un atelier organisé en novembre 2006, où il a présenté les résultats d'un [projet de recherche mené en Inde](#) par l'Université de Toronto et l'Institute for Human Development (New Delhi) et appuyé par le CRDI.

Cet atelier, parrainé conjointement par le CRDI et la Norman Patterson School of International Affairs de l'Université Carleton, a accueilli des chercheurs de partout au monde, qui ont discuté de la situation actuelle des marchés mondiaux du travail et se sont demandé comment la recherche

pourrait permettre de mieux façonner ces marchés de manière à réduire la pauvreté et les inégalités.

Dans le cas de l'Inde, il s'agira probablement de remédier à l'absence de milieu.

Croissance, emplois et pauvreté

M. Mazumdar est d'avis que le secteur tertiaire, notamment les technologies de l'information et la fabrication à grande échelle, axé sur l'exportation, a créé des emplois et engendré une véritable croissance. Des entrepreneurs fûtés, favorisés par les réformes économiques opérées au début des années 1990, ont tiré parti des nouveaux débouchés sur les marchés internationaux. Exploitant habilement l'abondant réservoir relativement bon marché de diplômés collégiaux et universitaires anglophones, ils ont fait de l'Inde une destination de choix pour les sociétés qui cherchent à réduire leurs coûts grâce à l'impartition des services – allant de la recherche et développement à la paye et au soutien juridique. Mais ils n'ont pas créé les emplois « fiables » dont l'Inde a désespérément besoin.

Le travail peu rémunéré demeure un problème de taille sur le marché du travail indien. Pourtant, l'étude réalisée par M. Mazumdar sur la pauvreté, la croissance et l'inégalité montre que le nombre d'Indiens vivant dans la pauvreté a diminué au cours des 10 dernières années. Les politiques de libéralisation du commerce y sont pour beaucoup, mais l'auteur signale une autre raison.

À son avis, la pauvreté a continué de diminuer en raison de l'accroissement de la productivité des sols, grâce en grande partie à la révolution verte. Mais la révolution verte a besoin d'eau et de fertilisants; or, de vastes superficies de l'Inde n'ont ni eau ni irrigation. M. Mazumdar croit que la perspective de pousser plus loin la révolution verte est restreinte et il n'arrive pas à voir d'où pourraient provenir les nouvelles percées technologiques.

À mesure que croît l'économie et qu'augmentent les salaires de la main-d'oeuvre urbaine du pays, hautement qualifiée et fortement scolarisée, l'écart salarial avec les cousins de la campagne se creuse. Cette inégalité croissante a ralenti la réduction de la pauvreté dans le pays.

M. Mazumdar craint que la croissance de l'inégalité donne naissance à des conflits et freine l'atténuation de la pauvreté. De plus, il croit que si les entreprises ne peuvent réagir et fournir des emplois à cette immense population active non qualifiée et spécialisée, les coûts salariaux dans les industries qui alimentent le boom économique actuel du pays entraveront la croissance sur les marchés d'exportation et les marchés intérieurs.

Un enchevêtrement de lois

Pour créer des emplois, on peut commencer par réformer la législation du travail de l'Inde, dit M. Mazumdar. L'Inde compte 45 lois nationales et 170 lois étatiques ayant directement trait au marché du travail. Ces textes qui se chevauchent et parfois se contredisent ont créé un complexe enchevêtrement de règles et de règlements dont l'application est loin d'être uniforme. Selon M. Mazumdar, même si on ne les applique pas de manière rigoureuse, ces lois créent néanmoins un climat.

L'*Industrial Disputes Act*, adoptée en 1947, exige par exemple que les employeurs comptant plus de 100 salariés demandent l'autorisation de l'État avant de mettre à pied ne serait-ce qu'un seul employé. Les renvois peuvent être contestés, et le sont habituellement.

Les tribunaux du travail peuvent mettre des mois ou des années à rendre une décision, dit M. Mazumdar. Les grandes entreprises disposent de services juridiques bien dotés en personnel

pour s'occuper de ces questions, mais les moyennes entreprises ne peuvent se permettre de tels frais « indirects ».

Une double personnalité

À vrai dire, le secteur manufacturier de l'Inde possède assurément une double personnalité. M. Mazumdar dit que les plus petites entreprises privilégient le marché à créneaux de produits de moindre qualité qui s'adressent aux consommateurs à faible revenu. Les plus grandes entreprises ciblent des consommateurs à revenu plus élevé qui recherchent des produits de plus grande qualité, et les marchés d'exportation. Les grandes entreprises investissent aussi dans de l'équipement et des technologies visant à accroître la productivité plutôt que d'embaucher et de former des employés qu'elles devront peut-être mettre à pied advenant un ralentissement de l'économie.



Dipak Mazumdar

Les politiques industrielles adoptées dès les premiers jours de l'indépendance de l'Inde exacerbent le problème. M. Mazumdar explique que depuis l'époque de Nehru et de Gandhi, les politiciens indiens ont appuyé une double politique. Un grand nombre d'articles de consommation étaient réservés aux petits producteurs. Les grandes entreprises industrielles devaient obtenir un permis pour se constituer et il leur était interdit de produire certains produits de consommation tels que des textiles, qui demeurent encore aujourd'hui la chasse gardée de la petite entreprise.

Cette politique avait pour but d'optimiser l'emploi à court terme. À long terme toutefois, M. Mazumdar est d'avis qu'il s'agit d'un encouragement manifeste à privilégier l'expansion horizontale plutôt que verticale. S'il était facile pour les petites entreprises de devenir de moyennes entreprises, elles puiseraient davantage de travailleurs dans le vaste réservoir de main-d'oeuvre agricole. Avec le temps, les revenus augmenteraient et alimenteraient un marché de masse, qui à son tour stimulerait la production en série.

À quelques variations près, il s'agit là de la formule éprouvée qui a permis à tous les voisins de l'Inde en Asie de l'Est d'échapper à la pauvreté.

Lutter contre l'inertie

Les législateurs indiens ne sont pas les seuls à blâmer pour l'absence d'une industrie manufacturière exigeante en main d'oeuvre. L'industrie doit se libérer de ce que M. Mazumdar qualifie de sa propre « hystérésis ». Pour lui, cela dépasse l'inertie. Lorsqu'un système existe depuis longtemps, il exerce certains effets qui lui permettent de persister même une fois disparus les facteurs qui lui ont donné naissance. Il bâtit des murs dans l'esprit des gens. On procède à des réformes depuis 10 ans et de nombreux règlements ont été abolis, tout cela sans répercussions apparentes sur la structure de la taille de l'industrie.

La poursuite de la croissance économique et les pressions à la hausse sur les salaires pourraient bien offrir les encouragements et les occasions nécessaires aux entrepreneurs hésitants.

La libéralisation : les prochaines étapes

Les législateurs doivent aussi composer avec des pressions de plus en plus fortes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en faveur d'une poursuite de la réforme du droit du travail et d'une libéralisation plus poussée de l'économie de l'Inde. Il ne sera pas non plus facile d'obtenir l'adhésion du petit lobby syndical de l'Inde, dont l'influence politique n'est pas négligeable. M. Mazumdar explique que le droit du travail ne favorise qu'une minorité de travailleurs, mais qu'il faut vendre la réforme aux syndicats. Il n'y a aucune protection à l'extérieur du secteur formel. Ainsi, la réforme du travail est intimement liée à une certaine forme de protection ou à des mesures législatives visant à accorder une certaine protection sociale à la grande majorité des chômeurs, des travailleurs sous-employés et des pauvres; sans une telle protection, la réforme risque d'échouer sur le plan politique.

Selon M. Mazumdar, les législateurs – du pays et des États – devront aussi investir dans l'infrastructure et dans l'enseignement primaire s'ils espèrent créer le type d'emplois qui continueront d'atténuer la pauvreté et de réduire les inégalités. En Inde, les moins de 15 ans composent plus du tiers de la population. À mesure qu'ils arriveront sur le marché du travail, la recherche du milieu manquant de l'Inde pourrait devenir plutôt frénétique.

M. Mazumdar croit que la croissance de la classe moyenne de l'Inde, qui compte maintenant 250 millions de personnes, a avivé la conscience sociale. Les organisations non gouvernementales qui représentent les femmes et les travailleurs du secteur informel – où travaillent la plupart des Indiens pauvres – alimentent un mouvement populaire qui acquiert une voix de plus en plus forte sur le plan politique. Pris dans l'étau des voix qui réclament le changement, les législateurs de la plus grande démocratie du monde n'auront peut-être d'autre choix que de les écouter.

Corriger le parti pris des politiques de l'éducation

Selon le professeur Dipak Mazumdar, la politique de l'éducation en Inde a été faussée en faveur de l'éducation tertiaire. On a extrêmement négligé l'enseignement primaire, même si la constitution de l'Inde précisait, en 1947, que celle-ci serait universelle en moins de 10 ans. Cela ne s'est pas produit.

Il ajoute que cette situation pourrait expliquer en partie le développement tardif de l'industrie exigeante en main-d'oeuvre dans le secteur moderne. Dans l'industrie moderne, même les travailleurs non qualifiés doivent avoir atteint un certain niveau de scolarité. L'instruction est un gage de discipline industrielle et de connaissance.

Kevin Conway est rédacteur principal à la Division des communications du CRDI, à Ottawa.

Renseignements

M. Dipak Mazumdar

Munk Centre for International Studies (MCIS), Université de Toronto

Tél. : 416-978-8979

Courriel : mazumdar@chass.utoronto.ca

Martha Melesse
Centre de recherches pour le développement international
Tél. : 613-236-6163, poste 2016
Courriel : mmelesse@idrc.ca

Edgard Rodriguez
Centre de recherches pour le développement international
Tél.: 613-236-6163, poste 2318
Courriel : erodriguez@idrc.ca